

## Michaël KARPENSCHIF

Professeur des universités

Agrégé de droit public

Directeur du Centre d'Études Européennes



**Matières enseignées :** Droit public économique – Droit des aides d'État – Droit de la concurrence appliqué aux personnes publiques – Droit des collectivités locales – Droit des contrats publics – Droit de l'interventionnisme économique – Financement public – Droit de l'Union européenne.

### Fonctions :

- Président de la Section Droit public de la Faculté de Droit ; Président du Collège d'experts de la Section Droit public.
- Membre élu du Conseil de la Faculté de Droit.
- Responsable pédagogique du Master 1 et du Master 2 Droit public des affaires.
- Directeur de la collection « Centre d'Études Européennes de l'Université Jean Moulin Lyon 3 » (Bruylant).
- Membre du comité de rédaction du mensuel *Contrats publics. L'actualité de la commande et des contrats publics* (Groupe Le Moniteur).
- Co-directeur scientifique de l'hebdomadaire *La Semaine juridique Administrations et collectivités territoriales* (LexisNexis).

### Formation :

- Agrégation de droit public, 2004.
- Doctorat en droit public, Université Jean Moulin Lyon 3, 1999.
- DEA en droit communautaire, Université Jean Moulin Lyon 3, 1994.

### Principales publications – Travaux :

- *La récupération des aides publiques nationales versées en violation du droit communautaire.* – mémoire de DEA en Droit communautaire. – Lyon : Centre d'Études Européennes, 1994. – 98 p. – ISBN : 2-910515-01-X.
- *Le contrôle communautaire des aides publiques nationales.* – Lyon : Université Jean Moulin – Lyon 3, 1999. – thèse de doctorat en droit. – 760 p. – Prix de thèse de l'Université 2000.
- Directeur de l'ouvrage *Les Grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne (GAJUE)*. – 1<sup>re</sup> éd. – Paris : PUF, 2010. – 420 p. – (Thémis Droit.)
- La récupération des aides nationales versées en violation du droit communautaire à l'aune du règlement n° 659/1999 : du mythe à la réalité ? – *RTD eur.* 2001. 551 à 596.
- Participation à l'ouvrage collectif intitulé « *Les collectivités territoriales et leurs contrats* » / sous la direction de S. Braconnier. – Paris : éd. Juris-Classeur, oct. 2001, collection Juriscompact.
- La privatisation des entreprises publiques : une pratique encouragée sous surveillance communautaire. – *RFDA* 2002.95.

- Tarifs électriques préférentiels, remboursements de taxes sur l'énergie, obligation d'achat d'électricité produite par des sources d'énergie renouvelable à des prix minimaux... où commence la notion d'aide publique ? – *RJEP* 2003. 51 à 66 (ancien CJEG, n° 595 févr.).
- La mort discrète de la Commission nationale et des commissions régionales des aides publiques aux entreprises. – *JCP A* 2003, étude n° 1394 (22-28 avr, n° 17, p. 545-549).
- L'accès des sociétés d'économie mixte aux financements communautaires. – *JCP A* 2003, étude n° 1669 (7 juill. 2003, n° 28, p. 952-958).
- Définition du pouvoir adjudicateur par la Cour de justice des Communautés européennes. – *AJDA* 2004.526 à 533.
- Qu'est-ce qu'une compensation d'obligations de service public ? Note sous CJCE, 24 juill. 2003, *Altmark Trans.* – *LPA*, 30 mars 2004, n° 64, p. 4-14.
- La détermination du débiteur de l'obligation de restitution d'aides indues. Note sous TPICE, 19 oct. 2005, aff. T-318/00 et T-324/00. – *RAE* 2005/4, p. 701-707.
- De nouvelles règles pour le financement public des aéroports et de certaines lignes aériennes. – *JCP A* 2005, p. 1798-1804 (5 déc. 2005, n° 49).
- À qui profitent les incertitudes ? Retour sur la décision de la Commission du 28 novembre 2005. – *JCP A* 2005, p. 1895-1900 (26 déc. 2005, n° 52).
- Les aides des collectivités locales aux entreprises : quelques interrogations sur la règle *de minimis*. – *JCP A* 2006, étude n° 1018 (23 janv. 2006, n° 4, p. 121-123).
- Eurotunnel et la validité des clauses de substitution. *Step-in right* versus droit des faillites (collab. L.-M. Augagneur). – *JCP G* 2006. I. 106 (25 janv. 2006, n° 4, p. 135-140).
- Face au droit communautaire : quel avenir pour le financement des services publics ? – *RJEP* 2006. 43 à 56 (févr. 2006, n° 628).
- Aides des collectivités territoriales et des établissements publics : quand les concurrents et les contribuables veillent. – *JCP A* 2006, étude n° 1072 (20 mars 2006, n° 12, p. 388-392).
- De nouveaux droits pour les entreprises bénéficiaires d'aides dans le contentieux communautaire des aides d'État ? – *RLDA* 2006. 36 à 39 (avr. 2006, n° 4).
- Des risques pour l'État d'allouer des aides communautaires illégales. Note sous CE, 11 janv. 2006, req. n° 272216, 272217, 272218 et 264023. – *Droit rur.* mai 2006, p. 30-32 (n° 343).
- Le juge national doit-il obligatoirement prescrire la récupération d'aides illégales déclarées compatibles ? Note sous CE, 29 mars 2006, Centre d'exportation du livre français c/ Ministre de la Culture et de la Communication, req. n° 274923. – *JCP A* 2006, étude n° 1107 (15 mai 2006, n° 20, p. 635-640).
- Les SEM et les aides publiques : vers une normalisation des relations ? – *ACCP*, oct. 2006 (n° spécial).
- Vers une modélisation communautaire du contentieux national de la restitution des aides indues ? Lecture croisée des arrêts *Laboratoires Boiron*, *Commission c/ France* et *Transalpine Ölleitung in Österreich*. – *JCP A* 2006, p. 1688-1692 (18 déc. 2006, n° 51).
- Aides fiscales : faire face au risque de remboursement. – *Le Tout Lyon*, 23-29 déc. 2006, p. 90.
- Utiles précisions dans le contentieux des aides d'État. Note sous CJCE, 7 sept. 2006, *Laboratoire Boiron SA c/ Acoess.* – *Lamy Dr. publ. des aff.*, déc. 2006.
- Violation des règles de concurrence lors de la passation d'une délégation de service public : de la complémentarité des juges. – *JCP A* 2007, p. 13-21 (22 janv. 2007, n° 4).
- Aides des collectivités locales aux entreprises : les nouveaux assouplissements communautaires. – *Gazette des communes*, 5 mars 2007.
- De l'utilité d'une association transparente. Note sous CE, 6 avr. 2007, *Cne d'Aix-en-Provence*, req. n° 284736. – *JCP A* 2007, p. 40-44 (7 mai 2007, n° 19).
- L'association, opérateur économique au sens du droit des marchés publics. – *ACCP* juill.-août 2007, n° 68, p. 40.
- Les collectivités et la télévision locale : entre vide juridique et nécessités publiques. – *Gazette des communes*, 17 sept. 2007, p. 60.
- Pratiques anticoncurrentielles. D'un festival, l'autre : premières conséquences de l'arrêt *Commune d'Aix-en-Provence*. Note sous TGI Marseille, ord. ,21 juin 2007, *Assoc. Avignon off c/ Assoc. Avignon festival & Cie.* – *JCP A* 2007, p. 20-22 (17 sept. 2007, n° 38).

- Dix ans après l'arrêt *Million et Marais* : et après ? Bilan et perspectives de l'application des règles de concurrence aux personnes publiques. – *JCP A* 2007, p. 21-25 (29 oct. 2007, n° 44-45, n° spécial).
- Regard sur le droit des aides d'État. – *LPA* 29 nov. 2007, n° 239, p. 48-55.
- « Contrats publics et subventions » / Actes des entretiens juridiques du 23 nov. 2007 de l'Université Lumière-Lyon 2 consacrés aux contrats des collectivités territoriales. – *ACCP*, janv. 2008, n° 73.
- Vers une définition communautaire du service public ? – *RFDA* 2008. 58.
- Contrats de service public et transport public de voyageurs : nouvelles règles pour un nouvel essor ? – *JCP A* 2008, étude 2038.
- Regard sur le droit des aides d'État en 2007. – *LPA*, 3 juill. 2008, n° 133, p. 62.
- Le financement des services publics par contrat : vers une généralisation des contrats de service public ? – *BJCP* 2008, p. 234.
- « Les fondements communautaires de la restitution des aides d'État sous forme fiscale » in *Les aides d'État sous forme fiscale*, Coll. int. 25-26 sept. 2008. – *Revue de droit fiscal*, nov. 2008.
- Le RGEC : nouveau départ pour le droit des aides d'État. – *JCP A* 2009, étude 2023.
- L'adaptation du cadre juridique au contexte économique. – *RLDA* 2009/35, n° 2154.
- De l'imputabilité perpétuelle des pratiques anticoncurrentielles aux collectivités publiques ? – *JCP A* 2009, étude 2149.
- Les EPIC dans tous leurs états. – *JCP A* 2009, étude 2197.
- SPLA, SPL, SLP. Un an après la Communication interprétative sur les partenariats public-privé institutionnalisés (PPPI) : où en est-on du développement de l'économie mixte locale ? – *JCP A* 2009, ét. 2230.
- CCAG Travaux : Une réforme entre progrès et régression. – *Contrats – Marchés publ.* 2010, étude 3 (p. 7) (collab. W. Salamand).
- Plaidoyer pour une nouvelle catégorie de consommateur : les personnes publiques. – *Revue européenne du droit de la consommation (REDC)*, n° 3-2010, p. 699.
- Le droit des aides d'État face à la crise, colloque, Grenoble, 27 février 2010. – *RFDA* 2010, p. 750.
- Les collectivités locales et la directive « services » : entre contraintes nouvelles et espoirs déçus. – *JCP A* 2010, étude 2256.
- Services sociaux d'intérêt général et financement public : à quand la fin des relations dangereuses ? – *ACCP*, n° 103, octobre 2010, p. 35.
- Comm. CJCE, 12 juill. 1973, *Commission c/ Allemagne*, aff. 70/72, *GAJUE*, 2010, n° 10.
- Comm. CJCE, 21 nov. 1991, *Féd. Nat. du commerce extérieur des produits alimentaires et Synd. Nat. des négociants et transformateurs de saumon c/ Rép. Fr.* (« Saumon »), aff. C-354/90, *GAJUE*, 2010, n° 41.
- Comm. CJCE, 19 mai 1993, *Procédure pénale c/ Paul Corbeau*, aff. C-320/91, *GAJUE*, 2010, n° 44.
- Comm. CJCE, 27 avr. 1994, *Commune d'Almelo e.a. c/ NV Energiebedrijf Ijsselmij*, aff. C-393/92, *GAJUE*, 2010, n° 46.
- Comm. CJCE, 15 janv. 1998, *Mannesmann Anlagenbau Austria AG e.a. c/ Strohal Rotationsdruck GesmbH*, aff. C-44/96, *GAJUE*, 2010, n° 56.
- Comm. CJCE, 18 nov. 1999, *Teckal Srl c/ Comune di Viano et Azienda Gas-Acqua Consorziale (AGAC) di Reggio Emilia*, aff. C-107/98, *GAJUE*, 2010, n° 63.
- Comm. CJCE, 7 déc. 2000, *Telaustria Verlags GmbH et Telefonadress GmbH c/ Telekom Austria AG*, aff. C-324/98, *GAJUE*, 2010, n° 67.
- Comm. CJCE, 13 mars 2001, *PreussenElektra AG c/ Schleswig AG*, aff. C-379/98, *GAJUE*, 2010, n° 69.
- Comm. CJCE, 24 juill. 2003, *Altmark Trans GmbH et Regierungspräsidium Magdeburg c/ Nahverkehrsgesellschaft Altmark GmbH*, aff. C-280/00, *GAJUE*, 2010, n° 73.
- Les sociétés publiques locales, passeport pour un véritable PPPI ? – *JCP A* 2010, étude 2348.
- Effacement de la dette d'une SEML : « quand l'accordéon grince » (CE, 10 nov. 2010). – *JCP A* 2011, étude 2038.
- La RATP sauvée des eaux concurrentielles ? – *AJDA* 2011. 1357.
- Collectivités territoriales, télévisions locales et droit de la concurrence : *Terra incognita... non hostilis* ! – *JCP A* 2011, étude 2278.
- « Regard rétrospectif sur la portée de la solution *Société des eaux du Nord* ». – Communication au colloque *Le droit public de la consommation : 10 ans après l'arrêt Société des eaux du Nord*, Université

Montpellier 1 (Centre de Recherches et d'Études Administratives de Montpellier), 18 mars 2011. – *Lamy Droit public des affaires*, Bulletin d'actualités, C, n° 159, juillet 2011.

- « La directive "services" et les collectivités locales : entre contraintes nouvelles et espoirs déçus », p. 97-113 in Ch. Ferrari-Breeur (dir.), *La directive services, en principe(s) et en pratique*. – Bruxelles : Bruylant, 2011. – 301 p.

- L'investisseur privé en économie de marché. – *Concurrences*, n° 3-2011, n° 37424 ([www.concurrences.com](http://www.concurrences.com)).

- Du paquet Monti / Kroes au paquet Almunia : le financement des SIEG simplifié et sécurisé ? – *JCP A* 2012, étude 2006 (9 janv. 2012, p. 46).

- De l'utilité budgétaire d'une violation des règles européennes de concurrence. – *AJDA* 2012. 65.

- Le programme national « Très Haut Débit - Volet B ». Nouvelles responsabilités et nouveaux pouvoirs pour les collectivités territoriales en matière d'aménagement numérique. – *JCP A* 2012, étude 2056 (20 févr. 2012, p. 23) (collab. L. Midol-Monnet).

- « La fin du tout marché ? », p. 309-328 in : *Mélanges en hommage à Panayotis Soldatos : réalisations et défis de l'union européenne. Droit-politique-économie*. – Bruxelles : Bruylant, 2012. – 609 p. – (Collection CEE ; n° 8.)

- Pratiques anticoncurrentielles et préjudice économique des pouvoirs adjudicateurs. De l'intérêt et des difficultés de saisir la juridiction administrative ! – *JCP A* 2012, étude 2203 (p. 24-26).

- Financement des SIEG : le « paquet Almunia », entre continuité et innovations, p. 66-67 in : *Chronique CEE Droit européen du marché intérieur* (dir. scientif. Éric Carpano). – *RLDA* 2012/71. Repères n° 4037.

- Les contrats de partenariat à l'épreuve de leur exécution. – *CP-ACCP*, n° 125, octobre 2012, p. 3.

- Quand le droit européen des aides d'État s'invite dans le contentieux des délégations de service public. – *JCP A* 2012, étude 2326 (15 octobre, p. 29).

- Quand le droit européen des aides d'État s'invite dans le contentieux des délégations de service public. – *JCP A* 2012, étude 2326 (15 octobre, p. 29).

- L'équale concurrence et les entreprises publiques locales. – *JCP A* 2013, étude 2002 (p. 27-33).

- Vers la fin des SPL tentaculaires ? – *AJDA* 2013. 257.

- Les délégations de service public et le droit de la concurrence. – *JCP A* 2013, étude 2057 (p. 42-46).

- Les sociétés publiques locales et le droit de la concurrence. – *CP-ACCP*, n° 131, avril 2013, p. 56-59.

- Quand la parole, à défaut d'être d'or, est constitutive d'une aide d'État. Note sous CJUE, 19 mars 2013, *Bouygues e.a. c/ Commission*, aff. C-399 et C-401/10, p. 68-69 in : *Chronique CEE Droit européen du marché intérieur* (dir. scientif. Éric Carpano). – *RLDA* 2013/82. Repères n° 4596.

**Michaël KARPENSCHIF**

Professeur des universités  
Agrégé de droit public  
Directeur du Centre d'Études  
Européennes (CEE)



UNIVERSITÉ JEAN MOULIN LYON 3

**EDIEC**

ÉQUIPE DE DROIT INTERNATIONAL EUROPÉEN ET COMPARÉ

Université Jean Moulin – Lyon 3 – Faculté de Droit

Équipe de droit international, européen et comparé – EDIEC (EA 4185)

15 quai Claude Bernard – BP 0638 – F-69239 Lyon Cedex 02

Tél.: ++ 00 / 33 4 78 78 72 51 – Fax : ++ 00 / 33 4 78 78 74 66

Courriel : [ediec@univ-lyon3.fr](mailto:ediec@univ-lyon3.fr) – Site web : <http://ediec.univ-lyon3.fr>